



**PARIS
CENTRE**

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DU CONSEIL
DU PREMIER SECTEUR
PARIS CENTRE**



— Mairie **PARIS CENTRE** —

2 rue Eugène Spuller - 75003 Paris
01 87 02 61 00 • mairiepariscentre.paris.fr

SOMMAIRE

TITRE I – LE MAIRE* DU PREMIER SECTEUR PARIS CENTRE ET SES ADJOINTS*	7⁽¹⁾
Article 1 : Convocation du Conseil du premier secteur Paris Centre en vue de l'élection du Maire et présidence de la séance	7
Article 2 : Élection du Maire du premier secteur Paris Centre	7
Article 3 : Élection des adjoints	7
Article 4 : Cessation de fonctions et suppléance du Maire du premier secteur Paris Centre	8
TITRE II - DES SÉANCES	8
Article 5 : Déroulement	8
Article 6 : Convocation du Conseil du premier secteur Paris Centre	9
Article 7 : Ordre du jour	9
Article 8 : Présidence de la séance	9
Article 9 : Quorum	10
Article 10 : Pouvoirs	10
Article 11 : Secrétariat de séance	10
Article 12 : Caractère public de la séance	11
Article 13 : Accès et tenue du public	11
Article 14 : Diffusion et enregistrement des débats	11
Article 15 : Police de l'assemblée	11
Article 16 : Mode de scrutin	12
Article 17 : Suspension de séance	12
Article 18 : Rappel au règlement	12
Article 19 : Compte rendu de séance	13
Article 20 : Procès-verbal de séance	13
TITRE III - DES AVIS, VŒUX ET DÉLIBÉRATIONS	13
Article 21 : Exercice de la compétence d'avis	13
Article 22 : Vœux	14
Article 23 : Délibérations	14
TITRE IV - DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES ADRESSÉES À LA MAIRE DE PARIS	16
Article 24 : Questions écrites adressées à la Maire de Paris	16
Article 25 : Questions orales adressées à la Maire de Paris, pour débat au Conseil de Paris	16
TITRE V - DES QUESTIONS ORALES EN SÉANCES DU CONSEIL DU PREMIER SECTEUR PARIS CENTRE	17
Article 26 : Dépôt préalable des questions	17
Article 27 : Procédure en séance	17
Article 28 : Temps réservé à l'examen des questions	18
Article 29 : Communication de la réponse	18

TITRE VI - DE L'INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL	18
Article 30 : Communication de documents aux membres du conseil	18
Article 31 : Questions écrites adressées au Maire du premier secteur Paris Centre	18
TITRE VII - LES DROITS DE L'OPPOSITION	19
Article 32 : Mise à disposition d'un local pour les membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du premier secteur Paris Centre	19
Article 33 : Mise à disposition de moyens de communication aux membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du pre- mier secteur Paris Centre	19
TITRE VIII - DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	19
VIII - 1. Instances participatives	19
Article 34 : Instances participatives	19
VIII - 2. Relations avec les associations	20
Article 35: Comité d'initiative et de consultation du secteur (CICA)	20
VIII - 3. Participation des habitants	20
Article 36 : Séances du Conseil du premier secteur de Paris Centre	20
Article 37 : Questions du public	20
Article 38 : Réponses aux questions	21
Article 39 : Diffusion des questions et réponses	21
Article 40 : Droit de dépôt d'un vœu par pétition	21
TITRE IX - DE L'ADOPTION ET DE LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR	21
Article 41 : Adoption	21
Article 42 : Modification	21

* Dans l'ensemble du texte le Maire ou l'Adjoint se lit indifféremment au féminin ou au masculin.

**ADOPTÉ LE 29 SEPTEMBRE 2020
PAR LA DÉLIBÉRATION N° PC-2020-46**

TITRE I Le Maire du premier secteur Paris Centre et ses adjointes et adjoints

Article 1 : Convocation du Conseil du premier secteur Paris Centre en vue de l'élection du Maire et présidence de la séance ¹

L'élection du Maire du premier secteur Paris Centre qui suit le renouvellement général du Conseil de Paris a lieu huit jours après celle de la Maire de Paris. Le Conseil du premier secteur Paris Centre est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué par la Maire de Paris.

La séance du Conseil du premier secteur Paris Centre est alors présidée par son doyen d'âge jusqu'à la proclamation par ce dernier de l'élection du Maire.

Article 2 : Élection du Maire du premier secteur Paris Centre ²

Le Maire du premier secteur Paris Centre est élu au scrutin secret au sein du Conseil du premier secteur Paris Centre.

L'élection du Maire du premier secteur Paris Centre s'effectue à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, un second tour est alors organisé selon les mêmes modalités.

Si personne n'a obtenu la majorité absolue à l'issue du second tour, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative : à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Article 3 : Élection des adjointes et adjoints ³

Le Conseil du premier secteur Paris Centre délibère pour déterminer le nombre d'adjointes et adjoints au Maire du premier secteur Paris Centre à élire parmi ses membres. Ce nombre ne peut excéder trente pour cent du nombre total des membres du Conseil du premier secteur Paris Centre, arrondi à l'entier inférieur, sans toutefois être inférieur à quatre.

Toutefois, la limite de 30 % du nombre total des membres du Conseil du premier secteur Paris Centre peut donner lieu à dépassement en vue de la création des postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ces derniers puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil du premier secteur Paris Centre.

¹ art. L. 2511-25, 1er alinéa, art. L. 2121-10 à L. 2121-12, L. 2122-8 et L. 2122-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

² art. L. 2511-25, 1er alinéa et L. 2121-6 du CGCT

³ art. L. 2511-25 et article L. 2122-7-2 du CGCT

Les adjointes et adjoints sont élus au scrutin secret parmi les membres du Conseil du premier secteur Paris Centre par scrutin de liste à la majorité absolue sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidates et candidats, ne peut être supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats et candidates de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus. Les adjoints et adjointes prennent rang dans l'ordre des nominations.

En cas d'élection d'un seul adjoint ou adjointe, celle-ci se fait à scrutin secret et à la majorité absolue. Si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, un second tour est alors organisé selon les mêmes modalités. Si personne n'a obtenu la majorité absolue à l'issue du second tour, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative : à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Article 4 : Cessation de fonction et suppléance du Maire du premier secteur Paris Centre

En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le Maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par l'un de ses adjoints ou l'une de ses adjointes, dans l'ordre du tableau, ou à défaut par tout autre membre du Conseil du premier secteur Paris Centre⁴.

En cas de cessation de fonction du Maire en cours de mandature, le Conseil du premier secteur Paris Centre est convoqué par la ou le Maire suppléant (désigné-e selon la procédure décrite au précédent alinéa du présent article) dans un délai de quinze jours suivant la vacance effective, pour qu'il soit procédé à l'élection du nouveau ou de la nouvelle Maire et à celle de ses adjoints et adjointes. La séance du Conseil du premier secteur Paris Centre est alors présidée par le doyen d'âge jusqu'à la proclamation par ce dernier de l'élection du ou de la Maire⁵.

Titre II Des séances

Article 5 : Déroulement⁶

Les dispositions des articles **L. 2121-7 à L. 2121-26** du CGCT, relatives au fonctionnement des conseils municipaux, sont applicables au fonctionnement et aux délibérations des conseils d'arrondissement et du conseil du premier secteur Paris Centre, sauf dispositions contraires du titre 1^{er} du livre V du CGCT.

4 art. L. 2511-28 et L. 2122-17 du CGCT

5 art. L.2511-25, 5^{ème} alinéa, art. L.2121-10 à L.2121-12, L.2122-8 et L.2122-9 du CGCT

6 art. L. 2511-10 du CGCT

Article 6 : Convocation du Conseil du premier secteur Paris Centre⁷

Le Conseil du premier secteur Paris Centre est convoqué par le Maire du premier secteur Paris Centre.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient à la mairie. Elle est envoyée par voie dématérialisée avec l'ordre du jour ainsi que les exposés des motifs des affaires soumises à délibération au cours de la séance.

La convocation est adressée par écrit individuellement à chaque membre du conseil sous forme dématérialisée à l'adresse électronique Mairie de Paris. Chaque membre du conseil a la possibilité de paramétrer son profil dans l'application ODS MA pour faire suivre ces convocations à une autre adresse électronique.

Dans le cas où les documents ne pourraient pas être transmis par voie électronique pour des raisons techniques, un envoi papier se substituera à un envoi électronique, à l'adresse de domicile de chaque membre du conseil, ou à l'adresse de son choix.

Toute convocation doit être adressée cinq jours francs au moins avant le jour fixé pour la réunion.

En cas d'urgence, le délai d'envoi de la convocation peut être réduit, sans qu'il puisse être inférieur à un jour franc. Le Maire du premier secteur Paris Centre devra toutefois, dès l'ouverture de la séance, en rendre compte au Conseil du premier secteur Paris Centre, qui se prononcera sur l'emploi de la procédure d'urgence.

La convocation fait l'objet d'un affichage public et est reportée sur le registre des délibérations.

Article 7 : Ordre du jour

Le Maire du premier secteur Paris Centre fixe l'ordre du jour de la séance. L'ordre du jour est joint à la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 8 : Présidence de la séance⁸

Les séances du Conseil du premier secteur Paris Centre sont présidées par le Maire du premier secteur Paris Centre, à l'exception des séances où sera débattu le compte administratif du Maire du premier secteur Paris Centre, lesquelles sont présidées, pour la discussion de ce seul point de l'ordre du jour, par une présidence spéciale élue à cet effet par le Conseil du premier secteur Paris Centre.

Le Maire du premier secteur Paris Centre procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs et oratrices à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

En cas d'empêchement du Maire du premier secteur Paris Centre, la présidence du Conseil du premier secteur Paris Centre sera assurée selon les règles fixées au 1^{er} alinéa de l'article 4 ci-dessus.

7 art. L. 2121-10 à L. 2121-12 du CGCT

8 art. L. 2121-25, 1^{er} alinéa et art. L. 2121-14 du CGCT

Article 9 : Quorum

Le Conseil du premier secteur Paris Centre ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Dans le cas où après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Conseil du premier secteur Paris Centre est à nouveau convoqué dans un délai minimum de trois jours francs. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être vérifié à l'ouverture de la séance par la signature des membres du conseil présents sur un registre prévu à cet effet. En cours de séance, le quorum doit être vérifié lors de la mise en discussion de chaque affaire inscrite à l'ordre du jour sur laquelle le Conseil du premier secteur Paris Centre est amené à délibérer ainsi qu'à la reprise des débats, après une suspension. Ainsi, si un membre du conseil s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire du premier secteur Paris Centre lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les membres du conseil absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 10 : Pouvoirs

Un membre du conseil empêché d'assister à une séance peut donner à un ou une collègue de son choix pouvoir écrit, ou par voie électronique, de voter en son nom. Un même membre du conseil ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

La délégation de vote ou mandat doit être remise à la présidence de séance lors de l'appel du nom du membre du conseil empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un membre du conseil obligé de se retirer avant la fin de la séance ou arrivé, en retard, en cours de séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les membres du conseil qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire du premier secteur Paris Centre leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 11 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil du premier secteur Paris Centre nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le Maire du premier secteur Paris Centre pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la constatation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire du premier secteur Paris Centre et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 12 : Caractère public de la séance⁹

Les séances du Conseil du premier secteur Paris Centre sont publiques.

Sur la demande de trois membres ou du Maire du premier secteur Paris Centre, le Conseil du premier secteur Paris Centre peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil du premier secteur Paris Centre se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentantes et représentants de la presse doivent se retirer.

Article 13 : Accès et tenue du public¹⁰

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Le public ne doit en aucun cas participer aux débats ni les troubler en aucune manière. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentantes et représentants de la presse.

Article 14 : Diffusion et enregistrement des débats

Sans préjudice des pouvoirs que le Maire du premier secteur Paris Centre tient des articles 12 et 13 ci-dessus, ces séances peuvent être enregistrées ou/et retransmises par les moyens de communication audiovisuelle radio, télévision ou internet).

Article 15 : Police de l'assemblée¹¹

Le Maire du premier secteur Paris Centre a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de troubles à l'ordre public (propos injurieux ou diffamatoires, etc.), le Maire du premier secteur Paris Centre en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au Maire du premier secteur Paris Centre ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

⁹ art. L. 2121-18, 2^{ème} alinéa du CGCT

¹⁰ art. L. 2121-18, 2^{ème} alinéa du CGCT et art. L. 2121-16 du CGCT

¹¹ art. L. 2121-16 du CGCT

Article 16 : Mode de scrutin¹²

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage à égalité des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil du premier secteur Paris Centre vote selon l'une des quatre modalités suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le Conseil du premier secteur Paris Centre vote sur chaque délibération à main levée et, si l'épreuve est douteuse, par assis et levé.

Le vote a lieu au scrutin public par appel nominal si une demande est présentée en ce sens par le quart des membres du Conseil du premier secteur Paris Centre physiquement présents à la séance (pouvoirs non compris).

Le vote a lieu au scrutin secret pour tous les cas de présentation ou de nomination de représentant du Conseil du premier secteur Paris Centre dans des organismes divers, ou si une demande est présentée en ce sens par le tiers des membres du Conseil du premier secteur Paris Centre physiquement présents à la séance (pouvoirs non compris).

Le Conseil du premier secteur Paris Centre peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

En cas de demande simultanée de scrutin public et de scrutin secret, la demande de scrutin secret doit prévaloir.

Article 17 : Suspension de séance

Tout membre du conseil peut demander une suspension de séance. Le Maire peut l'accorder de son propre chef, ou consulter le Conseil du premier secteur Paris Centre. La durée de la suspension de séance est fixée par le Maire.

Article 18 : Rappel au règlement

La parole est accordée à tout membre du conseil qui la demande pour un rappel au règlement. Cette intervention ne peut excéder trois minutes.

¹² art. L. 2121-17, L. 2121-20 et L. 2121-21 du CGCT.

Article 19 : Compte rendu de séance

Le compte rendu de séance présente les délibérations du conseil, à minima sous forme d'extraits. Il est affiché sur le tableau d'affichage à l'extérieur de la Mairie.

Article 20 : Procès-verbal de séance¹³

Un procès-verbal des débats est adressé aux membres du conseil avant la séance suivante, au cours de laquelle il est soit adopté tel quel, soit adopté avec des rectifications à la demande des membres du conseil qui étaient présents lors de cette séance, soit adopté avec mention en marge des rectifications refusées par le Conseil du premier secteur Paris Centre.

Les membres du conseil présents à la séance dont est dressé le procès-verbal, signent le registre des délibérations ce qui vaut adoption.

Titre III Des avis, vœux et délibérations

Article 21 : Exercice de la compétence d'avis

Le Conseil du premier secteur Paris Centre émet un avis, dans le délai fixé par la loi, sur les projets de délibération du Conseil de Paris dont il est saisi par la Maire de Paris sur :

- * les affaires dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites du premier secteur Paris Centre¹⁴;
- * le montant des subventions que le Conseil de Paris se propose d'attribuer aux associations dont l'activité s'exerce exclusivement dans le premier secteur Paris Centre, ou au profit de ses seuls habitants¹⁵;
- * les questions d'urbanisme qui concernent, en tout ou partie, le ressort territorial du premier secteur Paris Centre¹⁶;
- * les conditions générales d'admission dans les établissements mentionnés par l'article L. 2511-21 du CGCT.

Les avis rendus par le Conseil du premier secteur Paris Centre sous forme de délibération sont soit favorables, soit défavorables. Ils peuvent, le cas échéant, être accompagnés d'un vœu selon la procédure décrite à l'article 22 de ce règlement.

¹³ art. L. 2121-25 et R. 2121-11 du CGCT

¹⁴ art. L. 2511-13 du CGCT

¹⁵ art. L. 2511-14 du CGCT

¹⁶ art. L. 2511-15 du CGCT

Article 22 : Vœux

Le Conseil du premier secteur Paris Centre peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant le premier secteur Paris Centre¹⁷.

Tout membre du Conseil peut présenter des projets de vœux. Ces projets doivent être communiqués par voie dématérialisée ou par écrit au Maire du premier secteur Paris Centre sept jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Il n'est débattu en séance du Conseil du premier secteur Paris Centre que des seuls projets de vœux portés sur l'ordre du jour du Conseil, sauf décision contraire du Conseil prise selon la procédure décrite à l'alinéa suivant.

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des projets de vœux en cours de séance : le Conseil en débat après avoir statué sur leur éventuelle mise en discussion, sur proposition du Maire du premier secteur Paris Centre. Le temps de présentation de ou des projets de vœux ne pourra en aucun cas excéder cinq minutes.

Les membres du conseil disposent, à l'égard des projets de vœux qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements. Le temps de présentation de ces amendements ne peut en aucun cas excéder trois minutes.

Toute intervention ou réponse ne pourra en aucun cas excéder trois minutes par groupe.

Après examen des amendements, le Conseil du premier secteur Paris Centre se prononce par un vote sur le texte du vœu qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter.

Les membres du Conseil peuvent demander la parole pour une explication de vote. Celle-ci ne pourra en aucun cas excéder une minute par membre du Conseil.

La personne ayant déposé un projet de vœu peut le présenter devant le Conseil. S'ils n'ont pas fait l'objet de demandes d'intervention, les projets de vœux présentés au vote par le Maire du premier secteur Paris Centre peuvent donner lieu à un vote global en fin de séance. Les projets ayant ainsi fait l'objet d'un vote global en séance sont portés au registre des délibérations sous forme de vœux séparés.

Article 23 : Délibérations

Le Conseil du premier secteur Paris Centre délibère dans les domaines de compétence qui lui sont attribués par le Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre 1^{er} du code général des collectivités territoriales, et par les décrets d'application de la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982.

Le Maire du premier secteur Paris Centre présente au Conseil du premier secteur Paris Centre des projets de délibération. Chaque membre du Conseil peut présenter des propositions de délibération, qui sont communiquées par voie dématérialisée ou par écrit au Maire du premier secteur Paris Centre neuf jours avant la date fixée pour la séance.

Les projets et les propositions de délibérations sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 7 du présent règlement.

Il n'est débattu en séance du Conseil du premier secteur Paris Centre que des seuls projets et propositions de délibération portés sur l'ordre du jour du Conseil, sauf décision contraire du Conseil prise selon la procédure décrite à l'alinéa suivant.

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des propositions de délibération en cours de séance : ces propositions sont inscrites à l'ordre du jour de la séance suivante du Conseil selon la procédure prévue aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du présent article. Le temps de présentation de ces délibérations ne pourra en aucun cas excéder cinq minutes.

Les membres du conseil disposent, à l'égard des projets et des propositions de délibération mentionnés aux précédents alinéas, du droit de présenter des amendements. Le temps de présentation de ces amendements ne peut en aucun cas excéder trois minutes.

Toute intervention ou réponse ne pourra en aucun cas excéder trois minutes par groupe.

Après examen des amendements, le Conseil du premier secteur Paris Centre se prononce par un vote sur le texte qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter. Les membres du conseil peuvent demander la parole pour une explication de vote. Celle-ci ne pourra en aucun cas excéder une minute par membre du conseil.

S'ils n'ont pas fait l'objet de demandes d'intervention, les projets présentés par le Maire du premier secteur Paris Centre peuvent donner lieu à un vote global en fin de séance. Les projets ayant ainsi fait l'objet d'un vote global en séance sont portés au registre des délibérations sous forme de délibérations séparées.

¹⁷ art. L. 2511-12, dernier alinéa, du CGCT

Titre IV

Des questions écrites et orales adressées à la Maire de Paris

Article 24 : Questions écrites adressées à la Maire de Paris

Le Conseil du premier secteur Paris Centre peut adresser des questions écrites à la Maire de Paris sur toute affaire intéressant le premier secteur Paris Centre.

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des projets de questions écrites à la Maire de Paris. Ces projets doivent être communiqués par voie dématérialisée ou par écrit au Maire du premier secteur Paris Centre sept jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 7 du présent règlement.

Il n'est débattu en séance du Conseil du premier conseil de secteur Paris Centre que des seuls projets de questions écrites portés sur l'ordre du jour du Conseil du premier conseil de secteur Paris Centre, sauf décision contraire du Conseil prise selon la procédure décrite à l'alinéa suivant.

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des projets de questions écrites à la Maire de Paris en cours de séance : le Conseil du premier secteur Paris Centre en débat après avoir statué sur leur éventuelle mise en discussion, sur proposition du Maire du premier secteur Paris Centre. Le temps de présentation de ces questions écrites ne pourra en aucun cas excéder trois minutes.

Les membres du conseil disposent, à l'égard des projets de questions écrites à la Maire de Paris qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements.

Après examen des amendements, le Conseil du premier secteur Paris Centre se prononce par un vote sur le texte de la question écrite à la Maire de Paris qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter. Les explications de vote ne pourront en aucun cas excéder une minute par membre du conseil.

Article 25 : Questions orales adressées à la Maire de Paris, pour débat au Conseil de Paris¹⁸

Le Conseil du premier secteur Paris Centre peut demander au Conseil de Paris de débattre de toute affaire intéressant le premier secteur Paris Centre. Ces questions soumises à débat du Conseil de Paris sont adressées à la Maire de Paris sept jours francs au moins avant la séance du Conseil de Paris.

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des projets de questions orales adressées à la Maire de Paris pour débat au Conseil de Paris. Ces projets doivent être communiqués par voie dématérialisée ou par écrit au Maire du premier secteur Paris Centre sept jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 7 du présent règlement.

Il n'est débattu en séance du Conseil du premier secteur Paris Centre que des seuls projets de questions orales à la Maire de Paris portés sur l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre, sauf décision contraire du Conseil du premier secteur Paris Centre prise selon la procédure décrite à l'alinéa suivant.

¹⁸ art. L. 2511-12, 2^{ème} alinéa du CGCT

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut présenter des projets de questions orales à la Maire de Paris en cours de séance : le Conseil du premier secteur Paris Centre en débat après avoir statué sur leur éventuelle mise en discussion, sur proposition du Maire du premier secteur Paris Centre. Le temps de présentation de ces questions écrites ne pourra en aucun cas excéder trois minutes.

Les membres du conseil disposent, à l'égard des projets de questions orales à la Maire de Paris qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements. Après examen des amendements, le Conseil du premier secteur Paris Centre se prononce par un vote sur le texte de la question orale à la Maire de Paris qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter. Les explications de vote ne pourront en aucun cas excéder une minute par membre du conseil.

Titre V

Des questions orales en séances du conseil du premier secteur Paris Centre¹⁹

Article 26 : Dépôt préalable des questions

Les questions destinées à être posées au Maire du premier secteur Paris Centre en séance sont déposées par voie dématérialisée ou par écrit sept jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion du Conseil du premier secteur Paris Centre.

Elles sont rédigées de façon succincte. Elles doivent être relatives aux affaires intéressant directement le premier secteur Paris Centre.

L'objet des questions figure sur l'ordre du jour transmis aux membres du Conseil du premier secteur Paris Centre transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 7 du présent règlement.

Article 27 : Procédure en séance

Le temps consacré par le Conseil du premier secteur Paris Centre aux questions orales adressées par ses membres au Maire du premier secteur Paris Centre ne peut excéder une heure par séance.

En séance, la personne ayant rédigé la question posée en donne lecture. Après la réponse du Maire, la personne ayant posé la question dispose d'un droit de réplique, dont la durée ne peut excéder trois minutes.

L'examen des questions orales ne peut faire l'objet d'aucun débat.

¹⁹ art. L. 2121-19 du CGCT

Article 28 : Temps réservé à l'examen des questions

Le temps réservé à l'examen des questions est partagé par parts égales entre la majorité élue et l'opposition au sein du Conseil du premier secteur Paris Centre.

Les questions auxquelles il n'a pu être répondu au cours de la séance dont elles figuraient à l'ordre du jour sont reportées à la séance suivante du Conseil du premier secteur Paris Centre.

Article 29 : Communication de la réponse

Le texte écrit de la réponse du Maire du premier secteur Paris Centre peut être communiqué dans les huit jours qui suivent la séance, à la personne ayant posé la question ou à tout membre du conseil, sur sa demande.

Titre VI De l'information des conseillers²⁰

Article 30 : Communication de documents aux membres du conseil

La communication de documents aux membres du conseil, dans les conditions prévues par les articles L.2121-12 et L. 2121-13 du CGCT, est de droit.

La demande de communication de documents doit être adressée, par voie dématérialisée ou par écrit, au Maire du premier secteur Paris Centre.

Le Maire du premier secteur Paris Centre avise, par voie dématérialisée ou par écrit, la personne ayant effectué la demande du lieu, du jour et de l'heure où les documents seront consultables.

Les documents ou parties de documents qui ne pourraient être matériellement reproduits et adressés seront tenus à la disposition des membres du conseil à la mairie du premier secteur Paris Centre.

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être présentées, par écrit, au Maire du premier secteur Paris Centre. Celui-ci répond, par écrit, à la personne ayant effectué la demande.

Article 31 : Questions écrites adressées au Maire du premier secteur Paris Centre

Tout membre du Conseil du premier secteur Paris Centre peut adresser des questions écrites au Maire du premier secteur Paris Centre par voie dématérialisée ou par écrit.

²⁰ art. L. 2121-13 du CGCT

Ces questions sont rédigées de façon succincte. Elles doivent être relatives à un problème intéressant directement le premier secteur Paris Centre, et ne pas mettre en cause des tiers.

Le Maire du premier secteur Paris Centre répond par voie dématérialisée ou par écrit, sous un mois, à la personne ayant posé la question.

Titre VII Les droits de l'opposition

Article 32: Mise à disposition d'un local pour les membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du premier secteur Paris Centre

Les membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du premier secteur Paris Centre, qui en font la demande, peuvent disposer d'un local administratif permanent.

Ils disposent d'un bureau comprenant un ordinateur avec imprimante et une liaison téléphonique.

Ce local ne peut pas servir de permanence électorale ou accueillir des réunions publiques.

Article 33 : Mise à disposition de moyens de communication aux membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du premier secteur Paris Centre²¹

Un espace est réservé à l'expression des membres du conseil n'appartenant pas à la majorité du Conseil du premier secteur Paris Centre dans le journal d'information de Paris Centre diffusé sous forme papier et mis en ligne sur le site internet de la Mairie de Paris Centre.

Dans chacun des numéros, dans la rubrique «Tribune politique», l'espace réservé est égal pour chacun des groupes politiques du Conseil du premier secteur Paris Centre tels que constitués au moment de l'élection.

Titre VIII De la démocratie participative

1. Instances participatives**Article 34 : Instances participatives**

Les différentes instances participatives feront l'objet de leur propre règlement qui prévoira les relations avec le Conseil du premier secteur Paris Centre.

²¹ art. L.2121-27-1 du CGCT

2. Relations avec les associations

Article 35: Comité d'initiative et de consultation du secteur Paris Centre (CICA)

Conformément à l'article 2511.24 du CGCT, les associations participent à la vie municipale. Dans chaque arrondissement et secteur est créé un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ou de secteur.

Celui-ci réunit les représentants et représentantes des associations locales ou membres de fédérations ou confédérations nationales, inscrites à la Maison des Associations de Paris Centre qui en font la demande et qui exercent leur activité dans le premier secteur Paris Centre.

Au cours d'une séance par trimestre au moins, les représentants et représentantes de ces associations participent, s'ils le sollicitent, aux débats du Conseil du premier secteur Paris Centre, avec voix consultative. Ils y exposent toute question intéressant leur domaine d'activité dans le premier secteur Paris Centre et peuvent faire toute proposition à cet égard.

Le Conseil du premier secteur Paris Centre en délibère en leur présence.

A cette fin, les associations doivent notifier, au préalable, au Maire du premier secteur Paris Centre le ou les sujets sur lesquels elles souhaitent débattre.

Le calendrier des débats avec les associations susmentionnées est défini par le Conseil du premier secteur Paris Centre en liaison avec le comité d'initiative et de consultation du secteur. Le Conseil met à la disposition du comité d'initiative et de consultation du secteur toute information nécessaire à la préparation de ces débats.

3. Participation des habitants :

Article 36 : Séances du Conseil du premier secteur Paris Centre

Conformément à l'article 13 du présent règlement, le public peut assister à la séance du Conseil du premier secteur Paris Centre. Le public ne doit en aucun cas participer aux débats ni les troubler en aucune manière.

Article 37 : Questions du public

Une fois la séance du Conseil du premier secteur Paris Centre close, la partie des questions/réponses au public est ouverte. Elle ne peut excéder trente minutes.

Tout habitant peut poser une question au Conseil du premier secteur Paris Centre. Il en est de même pour un membre désigné par le Bureau de chaque Conseil, instance participative, associations...

Les habitants et habitantes ont également la possibilité d'adresser au moins dix jours avant la séance du Conseil du premier secteur Paris Centre une question écrite au Maire du premier secteur Paris Centre.

Les questions doivent être succinctes et ne pas excéder une durée de deux minutes par intervenant. Elles doivent être relatives aux affaires intéressant directement le premier secteur Paris Centre et ne pas revêtir d'aspect personnel.

Article 38 : Réponses aux questions

Les questions posées par les Conseils de quartier et les habitantes et habitants recevront une réponse orale à la séance suivante du conseil du premier secteur Paris Centre.

Toutefois, à la discrétion du Maire et selon l'actualité, une réponse peut être apportée immédiatement à une question posée en séance.

La séance des questions/réponses ne pouvant excéder trente minutes, les réponses n'ayant pu être apportées pourront être reportées à la séance suivante du Conseil du premier secteur Paris Centre ou transmises par écrit à la personne les ayant formulées.

Article 39 : Diffusion des questions et réponses

Les questions du public et les réponses font l'objet d'un enregistrement et/ou d'une retransmission selon les modalités de l'article 14. Elles seront mises en ligne sur le site Internet.

Article 40 : Droit de dépôt d'un vœu par pétition

Toute pétition ayant recueilli deux milles signatures de personnes électrices à Paris Centre, peut donner lieu à un projet de vœu déposé à l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre. Ces projets doivent être communiqués par voie dématérialisée ou par écrit au Maire du premier secteur Paris Centre sept jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil du premier secteur Paris Centre transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Titre IX De l'adoption et de la modification du règlement intérieur

Article 41 : Adoption

Le présent règlement intérieur a été adopté par délibération PC-2020-46 du Conseil du premier secteur de Paris Centre en date du 29 septembre 2020.

Article 42 : Modification

Toute modification du présent règlement, quelle qu'elle soit, sera soumise au Conseil du premier secteur Paris Centre, qui en délibérera.■

